

Genève

 Le Courrier  
 1211 Genève 8  
 022/ 809 55 66  
 www.lecourrier.ch

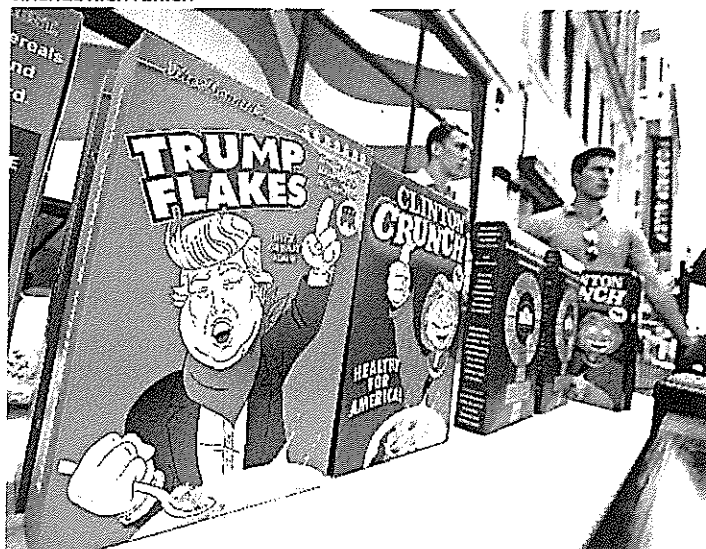
 Medienart: Print  
 Medientyp: Tages- und Wochenpresse  
 Auflage: 7'550  
 Erscheinungsweise: 5x wöchentlich

 Themen-Nr.: 272.003  
 Abo-Nr.: 272003  
 Seite: 8  
 Fläche: 57'572 mm<sup>2</sup>

La campagne américaine a désigné ses candidats.  
 Elle scelle peut-être la fin de la mondialisation

# Globalisation ébranlée

RACHEL RICHTERICH



Les élections présidentielles: un business, même au petit-déjeuner.

KEYSTONE

**Présidentielle US** ▶ Deux candidats. L'une classique, que l'on connaît depuis trente ans. Hillary Clinton présente un programme détaillé, technique. Avec la quasi-certitude que si elle est élue, elle l'appliquera. Du moins elle essaiera.

L'autre, Donald Trump. Imprévisible, antisystème, avec des propositions brutales, populistes, aux accents xénophobes, sans savoir s'il les tiendra. Quand bien même, il faudrait encore qu'elles passent la rampe du Congrès. Et pourtant, il conserve ses chances de devenir président des Etats-Unis, crédité de 39% d'intentions de vote contre 37% pour sa rivale démocrate, selon un sondage Reuters/Ipsos publié en début de semaine.

Un paradoxe qui traduit le profond mal-être d'une large frange de la classe moyenne. Et dont le

responsable n'est autre que le système lui-même. «La pensée, véhiculée depuis les années 1980, selon laquelle le libre-échange et la globalisation sont nécessaires et forcément bons a volé en éclats», relève Laurence Nardon, responsable du programme Amérique du Nord à l'Institut français des relations internationales.

Un phénomène de rejet visible aussi en Europe, où on assiste

depuis quelques années à une montée en puissance des populismes, mais que la campagne américaine a en quelque sorte scellé. «Il faut bien comprendre que des régions entières ont été dévastées par les délocalisations d'usines vers les pays en développement», souligne la chercheuse.

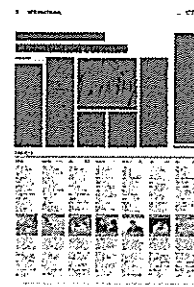
«Trump

s'est érigé  
 en défenseur  
 du made in  
 America»

John Plassard

Ainsi, en répudiant le commerce international sous tous ses aspects, Donald Trump a su parler aux déçus de la mondialisation, ceux qui y ont laissé leur emploi, leur maison. «Il s'est érigé en défenseur du made in America, en annonçant vouloir taxer à 35% les grands groupes américains qui construisent à l'étranger», relève John Plassard, directeur adjoint de Mirabaud Securities.

Le milliardaire veut en outre imposer des droits compensa-



Genève

Le Courrier  
1211 Genève 8  
022/ 809 55 66  
www.lecourrier.ch

Medienart: Print  
Medientyp: Tages- und Wochenpresse  
Auflage: 7'550  
Erscheinungsweise: 5x wöchentlich

Themen-Nr.: 272.003  
Abo-Nr.: 272003  
Seite: 8  
Fläche: 57'572 mm<sup>2</sup>

toires sur les produits fabriqués en Chine, mettre en place des taxes douanières élevées et évoque même une sortie des Etats-Unis de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), qu'il qualifie de «désastre», note l'analyste financier.

Surtout, il rejette fermement les deux grands accords de libre-échange: le traité de partenariat transpacifique (TPP) et le partenariat transatlantique avec l'Union européenne, connu sous l'acronyme TTIP ou Tafta en français.

Le premier, signé par les Etats-Unis et onze pays de la région Asie-Pacifique, dont le Japon et l'Australie, doit encore être ratifié au Congrès. «Barack Obama y parviendra peut-être avant son départ de la Maison-Blanche», selon Martin Naville, directeur de la Chambre de commerce Suisse – Etats-Unis. Quant à Tafta, «les deux candidats savent qu'il est nécessaire pour rester compétitifs en Asie», relève-t-il.

Reste que Trump avance aussi sur les angoisses des classes moyennes. «Il reprend leurs discours protestataires, les mêlant à des propos xénophobes», constate Laurence Nardon. Au point qu'Hillary Clinton, qui a pourtant défendu ces accords commerciaux lorsqu'elle était secrétaire d'Etat sous Barack Obama, retourne sa veste. «Elle affirme que l'accord ne protège pas suffisamment l'économie américaine.» Des propos qui font écho à ceux de son ancien adversaire à l'investiture Bernie Sanders, valant d'ailleurs à celui-ci un bond de popularité.

### La grande inconnue

Difficile dans ce contexte de prédire l'issue du scrutin et ses effets sur l'économie. Si Hillary Clinton l'emporte, elle devra répondre à cette frustration des classes moyennes, qui se sentent trahies, notent les observateurs.

Reste à savoir comment. Et si c'est Trump, «ce sera la grande inconnue», note Laurence Nardon. «Nous ne savons pas ce qu'il va faire, quelles promesses électorales il va tenir», abonde Martin Naville. D'autant plus qu'il devra composer avec le Congrès et la Cour suprême, deux instances plus puissantes que le président.

Mais «ces politiques économiques, couplées à sa volonté de restreindre davantage la migration, pourraient conduire à une surchauffe de l'économie américaine», craint John Plassard. Et à un regain de tension avec la Chine et certains gouvernements d'Amérique du Sud. |

## NOUVEAU FAUX PAS POUR TRUMP

Donald Trump a fait l'objet lundi de critiques très sévères, y compris dans son camp républicain, après s'en être pris à la famille d'un officier musulman tombé au champ d'honneur. Un tabou absolu aux Etats-Unis et un faux pas qui pourrait s'avérer coûteux politiquement. «Il est temps pour Donald Trump de donner l'exemple à notre pays et au Parti républicain», a lancé le sénateur républicain John McCain après cet énième dérapage de M. Trump.

Cette fois, le milliardaire s'en est pris publiquement à la famille d'un capitaine musulman de l'armée américaine mort au combat en Irak en 2004 en tentant de sauver ses hommes. Le père du capitaine Khan, immigré de première génération et avocat, avait fait un émouvant discours lors de la convention démocrate la semaine dernière. Il avait reproché à M. Trump son projet d'interdire aux musulmans l'entrée aux Etats-Unis, pour lutter contre le terrorisme.

Hillary Clinton a pour sa part été prise à partie par Moscou, après avoir accusé dimanche le renseignement russe d'avoir commis la cyberattaque qui a récemment visé la direction du Parti démocrate.

Les autorités russes ont estimé que ces accusations étaient «insultantes» et qu'elles visaient à dissimuler une manipulation électorale orchestrée aux Etats-Unis.

ATS/AFP